rances réitérées de la vraie affection de Sa M. Impériale, ainsi què de Mr. le comte de Belgiojoso lui même, envers la république, & de l'inclination de Sa M. pour le bien-être des habitans de ce pais & pour le maintien de la bonne intelligence avec L. H. P; à quoi elle veut bien sacrifier ses droits & ses intérêts. »

« Que sans entrer dans la discussion de divers arrangemens, proposés par le susdit mémoire, & sur lesquels l'on pourroit traiter ultérieurement sous le bon plaisir de Sa Majesté, on ne pouvoit se relâcher sur l'article de l'ouverture de l'Escaut; événement, des suites duquel ne dépend rien moins que le salut ou la perte de la république entière & la sûreté de ses habitans que pour cette raison la paix de Munster n'a été conclue en 1648 avec le Prince, auquel appartenoient alors les Pais-bas, que sous la condition expresse, que la susdite riviere seroit tenue fermée du côté de L. H. Puissances: & que L. H. P. se promettent ainsi de la magnanimité & de l'équité de Sa M. Impériale, qu'elle voudra bien ne pas insister davantage sur ce point, dont de ce côté-ci l'on ne s'est jamais départi ni ne pourra se départir jamais. »

« Qu'à l'égard de la libre navigation à faire des Pais-bas aux Deux-Indes l'on doit rappeler à Sa M. Impériale, qu'en 1731 L. H. P. se sont portées à promettre le maintien de la sanction pragmatique, par rapport à la succession dans les Etats de la Maison d'Autriche, conformément à un article séparé ajouté au dit traité, persuadées à cela par l'Empereur Charles VI & par le Roi de la Grande-Bretagne, dans l'attente de la suppression de la compagnie des Indes-orientales d'Ostende, & parce que par l'article V du dit traité il avoit été promis tant au royaume de la Grande-Bretagne qu'à cette république, que désormais l'on seroit cesser entièrement & pour toujours tout commerce & toute navigation, particulièrement des Pais-bas autrichiens vers les Indes-orientales. »

» Qu'à